

## MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 98 — 1483

[S - C - 98/12183]

**19 MAART 1998. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 6 van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het van belang is onverwijld de ambtenaren aan te wijzen die belast zijn met het toezicht op de naleving van de bepalingen van hoofdstuk II, afdeling I van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling en de uitvoeringsbesluiten ervan, aangezien deze bepalingen in werking zijn getreden op 1 maart 1998 en het toezicht op de naleving ervan zo spoedig mogelijk moet kunnen worden aangevat.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, worden de sociaal inspecteurs en de sociaal controleurs van de Administratie van de Arbeidsbetrekkingen en -reglementering van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid aangewezen als ambtenaren belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van hoofdstuk II, afdeling I van de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling en de uitvoeringsbesluiten ervan, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1998.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

## MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 98 — 1483

[S - C - 98/12183]

**19 MARS 1998. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 6 de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi, notamment l'article 6;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de désigner sans délai les agents chargés du contrôle du respect des dispositions du chapitre II, section première de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi et ses arrêtés d'exécution, étant donné que ces dispositions sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1998 et la surveillance de leur respect doit commencer aussi vite que possible.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sociaux de l'Administration de la réglementation et des relations du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail, sont désignés comme agents chargés de surveiller le respect des dispositions du chapitre II, section première de la loi du 13 février 1998 portant des dispositions en faveur de l'emploi et ses arrêtés d'exécution, conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 1998.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 98 — 1484

[S - C - 98/27347]

**7 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, notamment l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 1998;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 13 februari 1998, *Belgisch Staatsblad* van 19 februari 1998.

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 13 février 1998, *Moniteur belge* du 19 février 1998.

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 17 novembre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 20 novembre 1997 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 avril 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a les travaux subsidiés dans ses attributions;

2° l'Administration : la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne;

3° la voirie publique : la voirie par terre et ses dépendances, dont l'assiette appartient à un pouvoir public;

4° les petites infrastructures sociales de quartier : les espaces de loisirs, de convivialité et de détente, et les maisons de quartier, ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations.

**Art. 2.** Les investissements visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, consistent en des travaux, en ce compris les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle, des acquisitions et des études énumérées ci-après :

1° a) la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, y compris les accessoires tels que le mobilier urbain, la signalisation et les œuvres d'art créées pour l'occasion;

b) la création et l'aménagement des parkings corrélatifs à la perte d'aires de stationnement dans les centres, établis sur le domaine public;

2° la construction, la réfection et le renouvellement d'égouts;

3° l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, à l'exception du renouvellement d'appareils d'éclairage visé par le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'U.R.E., des économies d'énergie et des énergies renouvelables, et par ses arrêtés d'exécution;

4° la construction, la transformation et la réhabilitation ainsi que l'aménagement de leurs abords :

a) de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux;

b) de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de centres publics d'aide sociale;

c) de bâtiments destinés à l'exercice de la morale laïque ou à l'exercice des cultes reconnus;

d) de bâtiments destinés aux associations de communes dont seuls sont membres les personnes de droit public;

e) de crèches communales et maisons communales d'accueil de l'enfance agréées par l'autorité compétente.

5° Les petites infrastructures sociales de quartier pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales et que le bénéficiaire de la subvention ait, à la date de l'achèvement des travaux, un droit de jouissance du terrain ou du local pour une durée minimum de quinze ans et ce, à l'exception des installations sportives visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret de la Communauté culturelle française du 20 décembre 1976 réglant l'octroi de subventions à certains travaux concernant les installations sportives.

6° L'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> décembre 1988 et qui sont nécessaires à, soit nécessitent, l'exécution de travaux visés aux 1° à 5°, pour un montant au moins égal à 25 % du coût de l'acquisition.

7° Les études de mobilité visant la diversité des moyens de déplacement et des voies de communication.

Le montant des investissements doit être supérieur à huit cent mille francs hors T.V.A.

Lorsque les travaux portent sur des bâtiments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le demandeur doit être titulaire d'un droit réel de propriété ou d'emphytéose sur le bâtiment, ou d'un droit de jouissance en vertu d'un bail prévoyant à terme le transfert de propriété.

Lorsque l'acquisition de biens immobiliers donne lieu à l'octroi de subventions conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les travaux doivent être réalisés dans un délai de cinq ans à dater de la promesse ferme d'octroi de la subvention relative à cette acquisition. Le Ministre peut proroger ce délai une fois d'une durée de deux ans et demi, à la demande du bénéficiaire, pour un motif imprévisible au moment de l'acquisition.

**Art. 3.** L'occupation des bâtiments visés à l'article 2, 4° à 6°, reste conforme à une des destinations ou usages prévus à l'article 2 pendant une période minimale de quinze ans à compter de l'achèvement des travaux à compter de la date de réception provisoire des travaux.

**Art. 4.** Le demandeur informe le Ministre lors de la présentation du programme triennal et à tout moment jusqu'au décompte final, de toute intervention financière sollicitée ou obtenue pour la réalisation du même investissement, en application d'autres dispositions réglementaires ou contractuelles.

#### CHAPITRE II. — *Le programme triennal*

**Art. 5.** Le demandeur soumet au Ministre le programme triennal ou sa modification.

**Art. 6.** Le dossier relatif au programme triennal ou à sa modification comprend :

1° la délibération par laquelle le demandeur approuve le programme et sollicite les subventions;

2° le relevé des investissements classés par année et par ordre de priorité;

3° pour chaque investissement, un descriptif de l'état des lieux et des travaux ou études à réaliser, leur localisation précise et les opérations éventuelles dans lesquelles il s'inscrit;

4° l'estimation détaillée des coûts.

CHAPITRE III. — *Les projets*

**Art. 7.** La demande de subvention pour les projets d'investissements visés à l'article 2, 1° à 5°, comprend la copie certifiée conforme des documents suivants :

1° la délibération par laquelle le demandeur approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions, fixe les éléments constitutifs de l'avis de marché s'il échet et sollicite les subventions, en trois exemplaires;

2° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution, en trois exemplaires;

3° le devis estimatif des travaux en ce compris les essais nécessaires à leur contrôle et le coût des essais préalables, en trois exemplaires;

4° l'attestation établissant que le demandeur dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;

5° une note explicative démontrant que, pour les investissements subventionnés, les mesures ont été prises afin d'assurer aux personnes à mobilité réduite l'accessibilité de l'espace et des bâtiments publics;

6° le cas échéant, les autorisations et permis requis par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

7° le cas échéant, l'offre retenue constituant le contrat d'entreprise de service intervenu entre l'auteur de projet et le demandeur;

8° le cas échéant, le procès-verbal de la réunion consacrée à l'examen de l'avant-projet et ayant mis en présence notamment, les représentants du Service technique provincial et de l'Administration.

La demande de subvention pour le projet d'investissement visé à l'article 2, 6°, comprend la copie certifiée conforme des documents suivants :

1° la délibération par laquelle le demandeur approuve l'acquisition, en trois exemplaires;

2° un extrait du plan cadastral et une estimation de leur valeur établie par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain.

La demande de subvention pour le projet d'investissement visé à l'article 2, 7°, comprend la copie certifiée conforme en trois exemplaires des documents suivants :

1° la délibération par laquelle le demandeur approuve le projet d'étude et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions, fixe les éléments constitutifs de l'avis de marché s'il échet et sollicite les subventions;

2° le cahier spécial des charges;

3° le devis estimatif de l'étude.

CHAPITRE IV. — *Taux et calcul des subventions*

**Art. 8.** Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est :

1° pour les investissements visés à l'article 2, 1° à 5°, le montant du devis estimatif des travaux retenus majoré des frais d'études avec un maximum de 5 % de ce devis estimatif et du coût des œuvres d'art avec un maximum de 2 % de ce devis estimatif;

2° pour les investissements visés à l'article 2, 6°, le montant de l'estimation établie par le Comité d'acquisition d'immeuble ou le receveur de l'enregistrement;

3° pour les investissements visés à l'article 2, 7°, le montant de l'estimation du coût de l'étude.

**Art. 9.** Le taux de la subvention est fixé à 60 % du montant établi à l'article 8.

Par dérogation à l'alinéa premier, le taux de la subvention est fixé à 75 % du montant établi à l'article 8 pour :

1° les investissements repris à l'article 2, 4°, dans le cadre d'une transformation ou d'une réhabilitation;

2° les investissements repris à l'article 2, 5° et 7°;

3° les investissements repris à l'article 2, 1° et 3°, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie;

4° les travaux de réparation lorsque les trois conditions suivantes sont remplies :

a) les dégâts sont provoqués par des phénomènes naturels de caractère exceptionnel ou d'intensité imprévisible, notamment les tremblements de terre, les inondations à caractère désastreux, les ouragans ou autres déchainements du vent;

b) les dégâts susceptibles d'être réparés sont situés en zone reconnue de calamités publiques par arrêté royal en application de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

c) le dossier de demande de subvention est introduit dans les douze mois de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal visé sous b.

Le montant de la subvention est arrondi au millier de francs inférieur.

**Art. 10.** Toute autre intervention financière que celle du demandeur, conditionnée par la réalisation de l'investissement considéré est déduite du montant global de la dépense à subventionner et ce, à tout stade de la procédure. Il est, au besoin, opéré un remboursement de toute ou partie de la subvention.

Cependant, n'est pas considéré comme intervention, l'apport financier des communes et provinces pour les travaux et acquisitions sur l'initiative des fabriques d'églises et des personnes morales qui gèrent des biens nécessaires à l'exercice de la morale laïque, pour autant que la somme de ces interventions et de celle prévue à l'article 8 ne dépasse pas le coût global de la dépense.

CHAPITRE V. — *L'attribution du marché*

**Art. 11.** Le dossier relatif à l'attribution du marché pour les projets d'investissements visés à l'article 2, 1° à 5°, et 7°, comprend la copie certifiée conforme des documents suivants :

1° la délibération par laquelle le demandeur arrête la date d'ouverture des offres et, le cas échéant, la liste des entreprises ou des prestataires de service admis à remettre offre;

2° le rapport et la décision relatifs à la sélection des entreprises ou des prestataires de service;

3° le procès-verbal de l'ouverture des offres;

4° les offres déposées;

5° l'offre retenue;

6° le rapport d'attribution du marché;

7° la délibération motivée par laquelle le demandeur désigne l'adjudicataire.

Les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3° et 5° à 7°, sont joints en trois exemplaires.

CHAPITRE VI. — *Exécution des travaux, contrôle et paiement*

**Art. 12.** Le demandeur transmet la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

**Art. 13.** Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés, à l'exclusion des révisions contractuelles en plus est supérieur au montant retenu pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci reste inchangé.

Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés, à l'exclusion des révisions contractuelles en plus, est inférieur au montant retenu pour le calcul de la subvention, le montant de celle-ci est revu sur base de la dépense réelle relative aux travaux compte tenu du jeu des quantités présumées.

**Art. 14.** En cas d'acquisition d'immeubles, le montant définitif de la subvention est arrêté sur la base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie conforme est transmise à l'Administration.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut cependant dépasser le montant de la subvention déterminée conformément au chapitre IV.

**Art. 15.** Pour les investissements visés à l'article 2, 1° à 5°, une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans la soumission, atteint 30 % du montant des travaux subsidiés.

Pour les projets d'investissements visés à l'article 2, 7°, l'avance peut être accordée dès que le montant de la prestation de service atteint 30 % du montant de l'étude.

Ces avances sont égales à 70 % de la subvention et sont liquidées sur présentation de l'état d'avancement dûment approuvé et de la déclaration de créance.

**Art. 16.** Le dossier du décompte final pour les projets d'investissements visés à l'article 2, 1° à 5° comprend en trois exemplaires dans tous les cas :

1° le décompte final de l'entreprise;

2° la déclaration de créance de l'entrepreneur;

3° le procès-verbal de réception provisoire visé par le représentant du Service technique provincial.

4° la délibération approuvant le décompte,

et, le cas échéant :

5° les factures et les procès-verbaux des essais accompagnés du rapport de l'auteur de projet avec éventuellement le détail des postes sur lesquels s'appliquent les réfections et le calcul de celles-ci :

6° le calcul des amendes;

7° les états d'avancement établis aux dates de changement du taux de T.V.A.;

8° un rapport justifiant les dépassements de quantités de plus de 10 %;

9° le ou les avenants motivés relatifs aux modifications et aux travaux supplémentaires;

10° les ordres d'interruption et de reprise des travaux accompagnés des délibérations les motivant;

11° les délibérations justifiant l'octroi et la durée des délais supplémentaires.

Le dossier du décompte final pour le projet d'investissement visé à l'article 2, 7°, comprend :

1° la délibération du Conseil communal approuvant l'étude de mobilité, en trois exemplaires;

2° les déclarations de créance du prestataire de service approuvées par le demandeur, en trois exemplaires;

3° la délibération approuvant le coût définitif de l'étude de mobilité, en trois exemplaires;

4° un exemplaire original de l'étude de mobilité.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales et transitoires*

**Art. 17.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 et du 17 octobre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 et du 12 décembre 1996, est abrogé.

**Art. 18.** Les projets d'investissements inscrits dans un programme triennal approuvé et introduits avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumis aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public.

**Art. 19.** Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 7 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1484

[S - C - 98/27347]

**7. MEI 1998. — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Ausführung des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen,  
die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, insbesondere des Artikels 4;

Aufgrund des am 9. Januar 1988 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. Februar 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. November 1997 abgegebenen Gutachtens des hohen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 20. November 1997 bezüglich des Antrags auf das Gutachten des Staatsrates innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat;

Aufgrund des am 8. April 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers, der mit den Inneren Angelegenheiten und dem öffentlichen Dienst beauftragt ist,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die bezuschußten Arbeiten gehören;

2° die Verwaltung: die Generaldirektion der lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° das öffentliche Wegenetz: das Wegenetz (samt Nebenanlagen), dessen Grundfläche einer öffentlichen Behörde gehört;

4° kleine soziale Viertelinfrastrukturen: die Räume zur Freizeitgestaltung, zum geselligen Beisammensein und zur Entspannung und die Wohnviertelhäuser, die zum Zweck haben, das soziale Leben neu anzuregen oder deren Rolle es ist, die Begegnung der Generationen zu fördern.

**Art. 2** - Die in Artikel 3, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Investitionen bestehen in den nachstehend aufgeführten Arbeiten, einschließlich der vorherigen Erprobungen und derjenigen, die zu deren Kontrolle notwendig sind, sowie in den nachstehend aufgeführten Anschaffungen und Studien:

1° a) Bau, Einrichtung und außerordentliche Instandhaltung der öffentlichen Wege, einschließlich des Zubehörs wie z.B. das Straßenmobiliar, die Straßenbeschilderung und die bei dieser Gelegenheit geschaffenen Kunstwerke;

b) Bau und Einrichtung der Parkräume auf der öffentlichen Domäne infolge des Verlustes von Parkplätzen in den Stadtzentren;

2° Anlegen, Reparatur und Erneuerung von Kanalisationen;

3° Anlage, Erweiterung, Verlegung und Erneuerung der Straßenbeleuchtung, mit Ausnahme der Erneuerung der Beleuchtungsgeräte, die im Dekret vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien und in dessen Ausführungserlassen erwähnt ist;

4° Bau, Umbau und Sanierung sowie Einrichtung der unmittelbaren Umgebung von :

a) Gebäuden, die für gemeindliche und provinzielle öffentliche Dienststellen bestimmt sind;

b) Gebäuden, die für Verwaltungs- und technische Räume von öffentlichen Sozialhilfezentren bestimmt sind;

c) Gebäuden, die zum Abhalten der konfessionslosen Moral oder eines anerkannten Gottesdienstes bestimmt sind;

d) Gebäuden, die für Gemeindevereinigungen bestimmt sind, deren Mitglieder ausschließlich Personen öffentlichen Rechts sind;

e) gemeindlichen Kinderkrippen und gemeindlichen Häusern zur Kinderaufnahme, die durch die zuständige Behörde zugelassen sind;

5° kleine soziale Viertelinfrastrukturen, soweit sie allen ohne Bedingung zugänglich sind und nicht zu Handelszwecken betrieben werden, und wenn der Zuschußempfänger am Tag der Fertigstellung der Arbeiten ein Nutzungsrecht auf das Grundstück oder auf den Raum für eine Mindestdauer von fünfzehn Jahren besitzt, mit Ausnahme der Sportinfrastrukturen, die in Artikel 1 des Dekrets der kulturellen Französischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 1976 zur Regelung der Gewährung von Subventionen für bestimmte Arbeiten bezüglich der Sportinfrastrukturen erwähnt sind.

6° die Anschaffung von Immobiliengütern, mit Ausnahme des Grundstücks, die zur Verwendung durch die in Artikel 2 des Dekrets vom 1. Dezember 1988 bezeichneten juristischen Personen bestimmt sind und die zur Ausführung von in den Punkten 1° bis 5° erwähnten Arbeiten notwendig sind oder solche Arbeiten erfordern, wobei diese Arbeiten mindestens 25 % des Anschaffungspreises betragen.

7° Mobilitätsstudien, die eine Vielfältigkeit der Verkehrsmittel und -wege zum Ziel haben.

Der Investitionsbetrag muß höher als achthunderttausend BEF außer Mehrwertsteuer liegen.

Wenn die Arbeiten Gebäude betreffen, die in Absatz 1, 4° erwähnt sind, muß der Antragsteller Inhaber eines dinglichen Eigentums- oder Erbpachtrechtes auf das Gebäude sein, oder eines Nutzungsrechtes aufgrund eines Mietvertrags, der nach einer bestimmten Zeit die Eigentumsübertragung vorsieht.

Wenn der Erwerb von Immobiliengütern dem Absatz 1, 6° gemäß Anlaß zur Gewährung von Subventionen gibt, müssen die Arbeiten innerhalb von fünf Jahren ab der festen Zusage zur Gewährung der Subvention bezüglich dieses Erwerbs ausgeführt werden. Auf Antrag des Bezugsberechtigten kann der Minister aus einem am Tag des Erwerbs unvorhersehbarem Grund diese Frist um eine Dauer von zweieinhalb Jahren einmal verlängern.

**Art. 3** - Die Belegung der in Artikel 2, 4° bis 6° erwähnten Gebäude muß mindestens während fünfzehn Jahren ab der Fertigstellung der Arbeiten, d.h. ab der vorläufigen Abnahme der Arbeiten, in Übereinstimmung mit einer der in Artikel 2 vorgesehenen Zweckbestimmungen oder Verwendungen stehen.

**Art. 4** - Der Antragsteller informiert den Minister bei der Vorstellung des Dreijahresprogramms und jederzeit bis zur Endabrechnung über jede finanzielle Beihilfe, die in Anwendung anderer Verordnungs- oder Vertragsbestimmungen zur Bildung derselben Investition beantragt oder erhalten worden ist.

#### KAPITEL II — *Dreijahresprogramm*

**Art. 5** - Der Antragsteller unterbreitet dem Minister das Dreijahresprogramm oder seine Abänderung.

**Art. 6** - Die Akte bezüglich des Dreijahresprogramms oder seiner Abänderung umfaßt:

1° den Beschluß, durch den der Antragsteller dieses Programm genehmigt und die Subventionen beantragt;

2° die Auflistung der Investitionen nach Jahrgängen und Wichtigkeitsgrad;

3° für jede Investition, eine Beschreibung des Zustands der Örtlichkeiten und der auszuführenden Arbeiten oder Studien, ihren genauen Standort und die eventuellen Maßnahmen, im Rahmen deren sie vorgenommen wird;

4° eine Schätzung der einzelnen Kosten.

#### KAPITEL III — *Investitionsvorhaben*

**Art. 7** - Der Subventionsantrag für die Vorhaben bezüglich der in Artikel 2, 1° bis 5° erwähnten Investitionen muß die beglaubigte Abschrift folgender Unterlagen enthalten:

1° der Beschluß, durch den der Antragsteller das Vorhaben genehmigt und die Verdingungsweise des Auftrags wählt, dessen Bedingungen sowie ggf. die Bestandteile der Auftragsbekanntmachung festlegt und die Subventionen beantragt, in drei Ausfertigungen;

2° das Sonderlastenheft und die Ausführungszeichnungen, in drei Ausfertigungen;

3° der Kostenvoranschlag der Arbeiten, einschließlich der für deren Kontrolle notwendigen Erprobungen und die Kosten der vorherigen Erprobungen, in drei Ausfertigungen;

4° die Bescheinigung, durch die nachgewiesen wird, daß der Antragsteller über alle für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Grundstücke verfügt;

5° ein Erläuterungsbericht, durch den nachgewiesen wird, daß für die bezuschußten Investitionen die notwendigen Maßnahmen getroffen worden sind, um den Personen mit eingeschränkter Bewegungsfreiheit den Zugang zum öffentlichen Raum und zu den öffentlichen Gebäuden zu gewährleisten;

6° ggf. die durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Erlaubnisse und Genehmigungen;

7° ggf. das ausgewählte Angebot, das den zwischen dem Projektautor und dem Antragsteller abgeschlossenen Dienstleistungsvertrag bildet;

8° ggf. das Protokoll der Sitzung, die der Prüfung des Vorentwurfs gewidmet wurde und bei der insbesondere die Vertreter der Provinzialen Technischen Dienststelle und der Verwaltung einander gegenübergestellt wurden.

Der Subventionsantrag für das Vorhaben einer in Artikel 2, 6° erwähnten Investition muß die beglaubigte Abschrift der folgenden Unterlagen enthalten:

1° der Beschluß, durch den der Antragsteller die Anschaffung genehmigt, in drei Ausfertigungen;

2° ein Auszug aus dem Katasterplan und eine durch den Immobilienerwerbsausschuß oder durch den Einnahmer der Einregistrierung erstellte Abschätzung ihres Wertes, wobei der Preis des Gebäudes und der Preis des Grundstücks voneinander unterschieden werden;

Der Subventionsantrag für das Vorhaben einer in Artikel 2, 7° erwähnten Investition muß die beglaubigte Abschrift der folgenden Unterlagen in drei Ausfertigungen enthalten:

1° der Beschluß, durch den der Antragsteller das Studienprojekt genehmigt und die Verdingungsweise des Auftrags wählt, dessen Bedingungen sowie ggf. die Bestandteile der Auftragsbekanntmachung festlegt und die Subventionen beantragt;

2° das Sonderlastenheft;

3° der Kostenvoranschlag der Studie.

#### KAPITEL IV — *Prozentsatz und Berechnung der Subventionen*

**Art. 8** - Für die Berechnung der Subvention ist der zu berücksichtigende Betrag:

1° für die in Artikel 2, 1° bis 5° erwähnten Investitionen, der Betrag des Kostenvoranschlags der ausgewählten Arbeiten zuzüglich der Studienkosten bis zur Höhe von 5 % dieses Kostenvoranschlags und zuzüglich der Kosten der Kunstwerke bis zur Höhe von 2 % dieses Kostenvoranschlags;

2° für die in Artikel 2, 6° erwähnten Investitionen, der Betrag der durch den Immobilienerwerbsausschuß oder durch den Einnahmer der Einregistrierung erstellten Abschätzung;

3° für die in Artikel 2, 7° erwähnten Investitionen, der Betrag der Kostenschätzung der Studie;

**Art. 9** - Der Subventionssatz entspricht 60 % des in Artikel 8 festgelegten Betrags.

In Abweichung von Absatz 1 entspricht der Subventionssatz 75 % des in Artikel 8 festgelegten Betrags für:

1° die in Artikel 2, 4° erwähnten Investitionen im Rahmen eines Umbaus oder einer Sanierung;

2° die in Artikel 2, 5° und 7° erwähnten Investitionen;

3° die in Artikel 2, 1° und 3° erwähnten Investitionen, die die Sicherheit und die Benutzerfreundlichkeit des öffentlichen Wegenetzes zum Ziel haben, indem sie gleichzeitig zur Geschwindigkeitsbegrenzung der Kraftfahrzeuge und zur Verbesserung des Lebensrahmens beitragen;

4° die Reparaturarbeiten, wenn die folgenden drei Bedingungen erfüllt sind;

a) die Schäden sind die Folge von Naturereignissen mit einem außergewöhnlichen Charakter oder einer unvorhersehbaren Stärke, insbesondere von Erdbeben, Überschwemmungen mit einem katastrophalen Charakter, Orkanen oder anderen stürmischen Winden;

b) die Schäden, die repariert werden können, befinden sich in einem Gebiet, das durch den Königlichen Erlaß vom 12. Juli 1976 über die Ersatzleistung bei bestimmten Schäden an Privatgütern durch Naturkatastrophen als ein von Naturkatastrophen getroffenes Gebiet anerkannt worden ist;

c) die Akte des Subventionsantrags wird innerhalb von zwölf Monaten nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des unter b) erwähnten Königlichen Erlasses eingereicht;

Der Betrag der Subvention wird auf die untere Tausend BEF abgerundet.

**Art. 10** - Jede weitere finanzielle, durch die Verwirklichung der betreffenden Investition bedingte Beteiligung, mit Ausnahme derjenigen des Antragstellers, ist in egal welcher Phase des Verfahrens vom Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abzuziehen. Notfalls ist die Gesamtheit oder ein Teil der Subvention zurückzuzahlen.

Jedoch wird die finanzielle Beihilfe der Gemeinden und Provinzen für Arbeiten und Anschaffungen auf Initiative der Kirchenfabriken und der juristischen Personen, die zum Abhalten der konfessionslosen Moral notwendige Güter verwalten, nicht als Subvention betrachtet, soweit der Gesamtbetrag dieser Beteiligungen und der in Artikel 8 vorgesehenen Beihilfe den Gesamtbetrag der Ausgabe nicht überschreitet.

#### KAPITEL V — Zuteilung des Auftrags

**Art. 11** - Die Akte bezüglich der Zuteilung des Auftrags für die in Artikel 2, 1° bis 5° und 7° erwähnten Investitionsvorhaben enthält eine beglaubigte Abschrift der folgenden Unterlagen:

1° der Beschluß, durch den der Antragsteller den Eröffnungstermin der Angebote und ggf. die Auflistung der Unternehmen oder Erbringer von Dienstleistungen festlegt, die zur Abgabe eines Angebots zulässig sind;

2° der Bericht und der Beschluß bezüglich der Auswahl der Unternehmen oder der Erbringer von Dienstleistungen;

3° das Protokoll der Eröffnung der Angebote;

4° die abgegebenen Angebote;

5° das ausgewählte Angebot;

6° der Bericht über die Auftragszuteilung;

7° der begründete Beschluß, durch den der Antragsteller den Auftragnehmer bezeichnet;

Die in Absatz 1, 1° bis 3° und 5° bis 7° erwähnten Unterlagen werden in drei Ausfertigungen beigelegt.

#### KAPITEL VI — Ausführung der Arbeiten, Kontrolle und Zahlung

**Art. 12** - Der Antragsteller übermittelt innerhalb von 10 Tagen die Abschrift des Bescheids über die Zuteilung des Auftrags und die Anweisung, die Arbeiten anzufangen.

**Art. 13** - Wenn die Endabrechnung der bezuschußten Arbeiten abzüglich der zusätzlichen vertraglichen Revisionen den zur Berechnung der Subvention ausgewählten Betrag überschreitet, wird der Betrag der Subvention nicht geändert.

Wenn die Endabrechnung der bezuschußten Arbeiten abzüglich der zusätzlichen vertraglichen Revisionen unter dem für die Berechnung der Subvention ausgewählten Betrag liegt, wird der Betrag der Subvention auf der Grundlage der tatsächlichen Ausgabe für die betreffenden Arbeiten unter Berücksichtigung des Mechanismus der wahrscheinlichen Mengen neu festgelegt.

**Art. 14** - Bei Erwerb von Immobilien wird der endgültige Subventionsbetrag auf der Grundlage der Kaufurkunde des Gutes festgelegt, und eine beglaubigte Abschrift dieser Urkunde wird der Verwaltung übermittelt.

Der in Absatz 1 erwähnte Betrag darf jedoch den Betrag der gemäß Kapitel IV festgelegten Subvention nicht überschreiten.

**Art. 15** - Für die in Artikel 2, 1° bis 5° erwähnten Investitionen kann ein Vorschuß auf den Betrag der Subvention bewilligt werden, sobald der Betrag der durchgeführten bezuschußten Arbeiten, der auf die in der Submission vorgesehenen Mengen beschränkt ist, 30 % des Betrags der bezuschußten Arbeiten erreicht.

Für die in Artikel 2, 7° erwähnten Investitionsvorhaben kann der Vorschuß bewilligt werden, sobald der Betrag der Dienstleistung 30 % des Studienbetrags erreicht.

Diese Vorschüsse entsprechen 70 % der Subvention und werden auf Vorlage der ordnungsgemäß genehmigten Erklärung über den Stand der Arbeiten und der Schuldforderungserklärung ausgezahlt.

**Art. 16** - Die Akte bezüglich der Endabrechnung für die in Artikel 2, 1° bis 5° erwähnten Investitionsvorhaben beinhaltet jedenfalls drei Ausfertigungen der folgenden Unterlagen:

1° die Endabrechnung des Unternehmens;

2° die Schuldforderungserklärung des Unternehmers

3° das Protokoll der vorläufigen Abnahme mit dem Vermerk vom Vertreter der provinziellen technischen Dienststelle;

- 4° der Beschluß zur Genehmigung der Abrechnung,  
und gegebenenfalls:
- 5° die Rechnungen und Protokolle der Erprobungen, zusammen mit dem Bericht des Projektautors mit ggf. der genauen Beschreibung der Positionen, auf welche die Abschläge Anwendung finden, und die Berechnung dieser Abschläge;
- 6° die Berechnung der Geldstrafen;
- 7° die Berichte über den Stand der Arbeiten, die an den Tagen des MwSt-Satzwechsels erstellt werden;
- 8° der Bericht zur Rechtfertigung der Mengenüberschreitungen um mehr als 10 %;
- 9° der bzw. die begründeten Nachträge bezüglich der Abänderungen und der zusätzlichen Arbeiten;
- 10° die Anweisungen zur Unterbrechung und Wiederaufnahme der Arbeiten zusammen mit den Beschlüssen zu deren Begründung;
- 11° die Beschlüsse zur Begründung der Gewährung und der Dauer der zusätzlichen Fristen;
- Die Akte der Endabrechnung für das in Artikel 2, 7° erwähnte Investitionsvorhaben beinhaltet:
- 1° den Beschluß des Gemeinderates zur Genehmigung der Mobilitätsstudie, in drei Ausfertigungen;
- 2° die durch den Antragsteller genehmigten Schuldforderungserklärungen des Erbringers der Dienstleistung, in drei Ausfertigungen;
- 3° den Beschluß zur Genehmigung der endgültigen Kosten der Mobilitätsstudie, in drei Ausfertigungen;
- 4° eine Urfassung der Mobilitätsstudie.

#### KAPITEL VII — End- und Übergangsbestimmungen

**Art. 17** - Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 und vom 17. Oktober 1991 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 und vom 12. Dezember 1996 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

**Art. 18** - Die Investitionsvorhaben, die in einem genehmigten Dreijahresprogramm aufgenommen und vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, unterliegen weiterhin den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden.

**Art. 19** - Der Minister der Inneren Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Mei 1998.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1484

[S - C - 98/27347]

**7 MEI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 1998;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 17 november 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 20 november 1997 waarbij de Raad van State verzocht wordt binnen maximum één maand advies uit te brengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 april 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;



Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de gesubsidieerde werken behoren;
- 2° het Bestuur : de Algemene Directie van de Plaatselijke Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° de openbare wegen : de landwegen en hun aanhorigheden waarvan de aardebaan aan een overheid toebehoort;
- 4° de kleine sociale buurtinfrastructuren : de ontmoetingsruimten voor vrijetijdsbesteding en ontspanning, alsook de buurthuizen, met als doel het gemeenschapsleven nieuw leven in te blazen of als functie de contacten tussen generaties te bevorderen.

**Art. 2.** De in artikel 3, eerste lid, van het decreet bedoelde investeringen betreffen werken m.i.v. de proeven die er aan voorafgaan en van de proeven die noodzakelijk zijn voor het toezicht erop, alsmede aankopen en studies, meer bepaald :

1° a) de bouw, de inrichting en het buitengewone onderhoud van de openbare wegen, met inbegrip van de accessoires, zoals het stadsmeubilair, de wegbekalking en de speciaal uitgevoerde kunstwerken;

b) de aanleg en de inrichting van parkeerplaatsen op het publiek domein als compensatie voor het verlies van parkeerplaatsen in de stadscentra;

2° de bouw, de herstelling en de vervanging van rioleringen;

3° de aanleg, de uitbreiding, de verplaatsing en de vervanging van de openbare verlichting, met uitzondering van de vervanging van verlichtingstoestellen, zoals bedoeld in het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, en in de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° de bouw, de verbouwing en de renovatie van de volgende gebouwen, alsook de inrichting van de onmiddellijke omgeving ervan :

a) gebouwen voor de gemeentelijke en provinciale openbare diensten;

b) gebouwen voor de administratieve en technische lokalen van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

c) gebouwen voor de uitoefening van de lekenmoraal of van de erkende erediensten;

d) gebouwen voor gemeenteverenigingen waarvan alleen publiekrechtelijke personen lid zijn;

e) door de bevoegde overheid erkende gemeentelijke kinderbewaarplaatsen en -opvanghuizen;

5° de kleine sociale buurtinfrastructuren, voor zover ze onvoorwaardelijk toegankelijk zijn voor iedereen en niet met commerciële doeleinden uitgebaat worden, en voor zover de begunstigde van de subsidie, op de datum van de voltooiing van de werken, ten minste vijftien jaar lang het genot krijgt van de grond of het lokaal, met uitzondering van de sportinstallaties bedoeld in artikel 1 van het decreet van de Franse Cultuurgemeenschap van 20 december 1976 tot regeling van de toekenning van toelagen voor bepaalde werken aan sportinstallaties;

6° de aankoop, behalve de grond, van onroerende goederen ten behoeve van de rechtspersonen bedoeld in artikel 2 van het decreet van 1 december 1988, die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de in 1° tot 5° bedoelde werken of deze vereisen, tot een bedrag gelijk aan minimum 25 % van de aankoopkosten;

7° de mobiliteitsstudies betreffende de verschillende vervoermiddelen en verbindingswegen.

De investeringen moeten meer dan achthonderdduizend frank bedragen, excl. BTW.

Als de werken betrekking hebben op de in het eerste lid, 4°, bedoelde gebouwen, moet de aanvrager houder zijn van een zakelijk recht van eigendom of erfpacht op het gebouw, of van een recht van genot krachtens een huurovereenkomst die op termijn in de eigendomsoverdracht voorziet.

Als de aankoop van onroerende goederen het voorwerp van subsidies uitmaakt overeenkomstig het eerste lid, 6°, moeten de werken uitgevoerd worden binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de vaste belofte van subsidiëring. Op verzoek van de begunstigde kan de Minister die termijn één keer met twee en een half jaar verlengen om een reden die op het ogenblik van de aankoop onvoorzienbaar was.

**Art. 3.** De bestemming van de in artikel 2, 4° tot 6°, bedoelde gebouwen moet minimum vijftien jaar stroken met één van de in artikel 2 bedoelde bestemmingen of gebruiken, te rekenen vanaf de voltooiing van de werken, i.e. vanaf de datum van de voorlopige oplevering van de werken.

**Art. 4.** De aanvrager moet de Minister bij de voorstelling van het driejarenprogramma en elk ogenblik tot de slotrekening in kennis brengen van elke financiële hulp die hij krachtens andere reglementaire of contractuele beschikkingen voor dezelfde investering heeft aangevraagd of verkregen.

#### HOOFDSTUK II. — *Het driejarenprogramma*

**Art. 5.** De aanvrager onderwerpt het driejarenprogramma of de wijzigingen die erin worden aangebracht, aan de Minister.

**Art. 6.** Het dossier betreffende het driejarenprogramma of de wijzigingen die erin worden aangebracht, bevat de volgende stukken :

1° de beslissing waarbij de aanvrager het programma goedkeurt en subsidies aanvraagt;

2° de lijst van de investeringen, per jaar en in voorrangsorte;

3° voor iedere investering de plaatsbeschrijving en de inventaris van de uit te voeren werken of studies, hun precieze lokalisatie en de eventuele handelingen waarop ze betrekking heeft;

4° een uitvoerige kostenraming.

HOOFDSTUK III. — *Projecten*

**Art. 7.** De subsidieaanvraag voor de in artikel 2, 1° tot 5°, bedoelde investeringsprojecten moet vergezeld gaan van een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende stukken :

1° de beslissing waarbij de aanvrager het project goedkeurt en de gunningsprocedure voor de opdracht kiest, de voorwaarden ervoor vaststelt, in voorkomend geval de bestanddelen van het bericht van opdracht vaststelt en de subsidies aanvraagt, in drievoud;

2° het bestek en de uitvoeringsplannen, in drievoud;

3° de kostenraming van de werken, m.i.v. de proeven die noodzakelijk zijn voor de controle erop en de kosten van de voorafgaande proeven, in drievoud;

4° het getuigschrift waaruit blijkt dat de aanvrager over de nodige grond beschikt om de werken uit te voeren;

5° een verklarende nota waaruit blijkt dat, wat bovenvermelde investeringen betreft, de nodige maatregelen zijn genomen om de openbare ruimte en gebouwen toegankelijk te maken voor personen met beperkte beweeglijkheid;

6° in voorkomend geval, de machtigingen en vergunningen vereist krachtens het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium;

7° in voorkomend geval, de goedgekeurde offerte waarbij een dienstovereenkomst werd aangegaan tussen de auteur van het project en de aanvrager;

8° in voorkomend geval, het proces-verbaal van de vergadering betreffende het voorproject, die werd bijgewoond door o.a. vertegenwoordigers van de Provinciale technische dienst en van het Bestuur.

De subsidie-aanvraag voor het in artikel 2, 6°, bedoelde investeringsproject moet vergezeld gaan van een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende stukken :

1° de beslissing waarbij de aanvrager de aankoop goedkeurt, in drievoud;

2° een uittreksel uit het kadastraal plan en een raming van de waarde van de gebouwen door het Comité voor de Aankoop van Gebouwen of door de ontvanger van de Registratie, waarbij de prijs van het gebouw en die van de grond worden onderscheiden.

De subsidie-aanvraag voor het in artikel 2, 7°, bedoelde investeringsproject moet vergezeld gaan van een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende stukken :

1° de beslissing waarbij de aanvrager het studieproject goedkeurt en de gunningsprocedure voor de opdracht kiest, de voorwaarden ervoor vaststelt, in voorkomend geval de bestanddelen van het bericht van opdracht vaststelt en de subsidies aanvraagt;

2° het bestek;

3° de kostenraming van de studie.

HOOFDSTUK IV. — *Percentages en berekening van de subsidies*

**Art. 8.** De subsidie wordt berekend op grond van de volgende bedragen :

1° voor de in artikel 2, 1° tot 5°, bedoelde investeringen, het bedrag van de kostenraming van de aangenomen werken, verhoogd met de studiekosten (maximum 5 % van de kostenraming) en met de kosten van de kunstwerken (maximum 2 % van de kostenraming);

2° voor de in artikel 2, 6°, bedoelde investeringen, het door het Comité voor de Aankoop van Gebouwen of door de ontvanger van de Registratie geraamde bedrag;

3° voor de in artikel 2, 7° bedoelde investeringen, het bedrag van de geraamde studiekosten.

**Art. 9.** De subsidie bedraagt 60 % van het in artikel 8 vastgestelde bedrag.

In afwijking van het eerste lid, bedraagt de subsidie 75 % van het in artikel 8 vastgestelde bedrag voor :

1° de in artikel 2, 4°, bedoelde investeringen, in geval van verbouwing of renovatie;

2° de in artikel 2, 5° en 7°, bedoelde investeringen;

3° de in artikel 2, 1° en 3°, bedoelde investeringen, die de veiligheid en de gebruikersvriendelijkheid van de openbare weg beogen en gericht zijn op snelheidsbeperking en op de verbetering van het leefklimaat;

4° de herstelwerken als aan de volgende drie voorwaarden voldaan wordt :

a) de schade moet veroorzaakt worden door natuurverschijnselen van uitzonderlijke aard of onvoorzienbare intensiteit, met name aardbevingen, rampzalige overstromingen, orkanen of andere zware stormen;

b) de te herstellen schade moet aangericht zijn in een gebied dat bij het koninklijk besluit als rampgebied erkend is, overeenkomstig de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

c) het dossier betreffende de subsidie-aanvraag moet ingediend worden binnen twaalf maanden, te rekenen vanaf de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het in b) bedoelde koninklijk besluit.

Het bedrag van de subsidie wordt naar beneden afgerond op duizend frank.

**Art. 10.** Elke andere bijdrage dan die welke door de aanvrager wordt verleend voor de realisatie van de geplande investering, wordt in de loop van de procedure afgetrokken van het totaalbedrag van de te subsidiëren uitgave. De subsidie moet zo nodig geheel of gedeeltelijk worden terugbetaald.

De financiële steun van de gemeenten en provincies voor werken en aankopen op initiatief van de kerkfabrieken en de rechtspersonen die belast zijn met het beheer van de goederen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de lekenmoraal, wordt echter niet beschouwd als tegemoetkoming, voor zover het bedrag van die steun en van die bedoeld in artikel 8 niet hoger is dan het totaalbedrag van de uitgave.

HOOFDSTUK V. — *Gunning van de opdracht*

**Art. 11.** Het dossier betreffende de gunning van de opdracht voor de in artikel 2, 1° tot 5°, en 7°, bedoelde investeringsprojecten moet een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende stukken bevatten :

1° de beslissing waarbij de aanvrager de datum voor de opening van de offertes vaststelt en, in voorkomend geval, de lijst van de ondernemingen of dienstverleners die offertes mogen indienen;

- 2° het verslag en de beslissing betreffende de geselecteerde ondernemingen of dienstverleners;
  - 3° het proces-verbaal van de opening van de offertes;
  - 4° de ingediende offertes;
  - 5° de aangenomen offerte;
  - 6° het verslag over de gunning van de opdracht;
  - 7° de met redenen omklede beslissing waarbij de aanvrager de aannemer aanwijst.
- De in het eerste lid, 1° tot 3°, en 5° tot 7° bedoelde stukken moeten in drievoud bij het dossier gevoegd worden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Uitvoering van de werken, controle en betaling*

**Art. 12.** Het afschrift van de betekening van de opdracht en het bevel tot het opstarten van de werken, moet binnen tien dagen door de aanvrager worden overgemaakt.

**Art. 13.** Als het bedrag van de slotrekening van de gesubsidieerde werken, met uitzondering van de contractuele herzieningen, hoger is dan het bedrag voor de berekening van de subsidie, blijft dit laatste bedrag ongewijzigd.

Als het bedrag van de slotrekening van de gesubsidieerde werken, met uitzondering van de contractuele herzieningen, kleiner is dan het bedrag voor de berekening van de subsidie, wordt dit laatste bedrag herzien op basis van de werkelijke uitgaven voor die werken, rekening houdend met het mechanisme van de veronderstelde hoeveelheden.

**Art. 14.** In geval van aankoop van gebouwen wordt het definitieve subsidiebedrag vastgesteld op basis van de aankoopakte van het goed waarvan een eensluidend afschrift aan het Bestuur wordt gericht. Het in het eerste lid bedoelde bedrag mag echter niet hoger zijn dan het bedrag van de subsidie die overeenkomstig hoofdstuk IV vastgesteld is.

**Art. 15.** Voor de in artikel 2, 1° tot 5°, bedoelde investeringen mag een voorschot op de subsidie verleend worden zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, dat beperkt is tot de hoeveelheden bedoeld in de inschrijving, 30 % van het bedrag van de gesubsidieerde werken bereikt.

Voor de in artikel 2, 7°, bedoelde investeringsprojecten mag het voorschot verleend worden zodra het bedrag van de dienstverlening 30 % van het studiebedrag bereikt.

Die voorschotten bedragen 70 % van de subsidie en worden uitbetaald op vertoon van de behoorlijk goedgekeurde stand van de werkzaamheden en van de aangifte van schuldvordering.

**Art. 16.** Het dossier van de slotrekening voor de in artikel 2, 1° tot 5° bedoelde investeringsprojecten moet in elk geval drie exemplaren van de volgende stukken bevatten :

- 1° de slotrekening van de onderneming;
  - 2° de aangifte van schuldvordering van de aannemer;
  - 3° het door de vertegenwoordiger van de Provinciale technische dienst getekende proces-verbaal van voorlopige oplevering;
  - 4° de beslissing waarbij de rekening is goedgekeurd, en, in voorkomend geval :
    - 5° de facturen en proces-verbalen van de proeven, samen met het verslag van de auteur van het project en, eventueel, de specificatie van de posten waarop de refacties en de berekening daarvan betrekking hebben;
    - 6° de berekening van de boeten;
    - 7° de standen van de werkzaamheden, opgemaakt de dag waarop het BTW-tarief gewijzigd werd;
    - 8° een verslag waarbij hoeveelhedenoverschrijdingen van meer dan 10 % worden verantwoord;
    - 9° het/de met redenen omklede aanhangsel(s) betreffende de wijzigingen en de bijkomende werken;
    - 10° de bevelen tot stopzetting of hervatting van de werken en de beslissingen die deze bevelen met redenen omkleden;
    - 11° de beslissing waarbij de toekenning van de subsidie en de duur van bijkomende termijnen worden gewettigd.
- Het dossier betreffende de slotrekening voor het in artikel 2, 7°, bedoelde investeringsproject moet de volgende stukken bevatten :
- 1° de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de mobiliteitsstudie, in drievoud;
  - 2° de door de aanvrager goedgekeurde aangiften van schuldvordering van de dienstverlener, in drievoud;
  - 3° de beslissing waarbij de definitieve prijs van de mobiliteitsstudie wordt goedgekeurd, in drievoud;
  - 4° een origineel exemplaar van de mobiliteitsstudie.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

**Art. 17.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 en van 17 oktober 1991 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 april 1995 en van 12 december 1996, wordt opgeheven.

**Art. 18.** De investeringsprojecten die opgenomen zijn in een goedgekeurd driejarenplan en ingediend worden vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 16 december 1988 betreffende de subsidies toegekend door het Waalse Gewest voor bepaalde investeringen van openbaar nut.

**Art. 19.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME